



## **AFRIQUE/BURUNDI - Appel des Evêques du Burundi : « il faut tout faire pour éviter l'abîme de la guerre »**

Bujumbura (Agence Fides) – « Permettez-nous donc d'élever nos voix pour vous inviter à refuser avec force la guerre et tout ce qui pourrait nous y entraîner dans notre pays. Oui, au regard de ce qui est en train de se passer dans notre pays, si nous ne nous engageons pas à faire tout ce qui est en notre pouvoir, il y a risque que notre pays bascule dans les affres d'une nouvelle guerre, alors que même les séquelles laissées par celle que nous venons de connaître sont encore vives ». C'est l'appel dramatique adressé par les Evêques du Burundi à leurs compatriotes dans leur Message de Noël.

Dans le document, envoyé à l'Agence Fides, les Evêques affirment que le Burundi s'était depuis longtemps acheminé sur la voie de la réconciliation et de la reconstruction civile après la fin de la sanglante guerre civile (1993-2006) au travers du retour des évacués et des réfugiés des pays limitrophes et du multipartisme, du respect de la liberté d'expression et de l'ouverture de différents chantiers concernant des œuvres publiques et privées. « Est-ce possible qu'en voyant tous ces bienfaits, nous ayons encore envie de renouer avec la logique de la méfiance, de l'exclusion, des conflits et de la guerre ? Non et non ! » affirment les Evêques dans le message. Alors que les rumeurs à propos d'une reprise de la guerre se suivent, « ces derniers temps – écrivent les Evêques – des crimes d'assassinats et tueries sont en passe de dépasser la mesure. En plus des crimes habituels, comme ceux consécutifs aux vols, aux conflits fonciers ou d'intérêts, ou aux suspicions de vouloir s'empoisonner ; le pays est aujourd'hui menacé par des crimes de sang pour des mobiles politiques et dont on accuse toutes les parties en conflits ». Les Evêques remarquent qu'aux meurtres se sont ajoutés les disparitions : « des gens sont enlevés, assassinés, jetés dans les rivières ou dans la nature en faisant disparaître toute trace, jusqu'à les mutiler au point de ne plus les reconnaître. Certains de ces crimes sont, malheureusement, mis sur le compte de certains agents des services de Renseignement National et de Sécurité Nationale ».

Un climat de peur s'est instauré entre le gouvernement (qui craint la présence de groupes armés) et la population (qui craint la violence des forces de sécurité), notent les Evêques qui font un certain nombre de propositions pour surmonter cette situation : respecter le gouvernement issu des élections démocratiques sachant que ce dernier doit à son tour respecter et reconnaître le rôle de l'opposition ; instaurer un dialogue entre tous les partis politiques, enquêter sur le compte des agents des services de sécurité indiqués par la population comme responsables de crimes commis à son encontre ; assurer à la justice les criminels déjà identifiés « quand bien même ils appartiendraient au parti au pouvoir » ; achever le processus de désarmement de la population et dissoudre les milices liées aux partis. (L.M.) (Agence Fides 13/12/2011)